

**Xavier Richet**

Professeur émérite, Université de la Sorbonne nouvelle

Chaire Jean Monnet *ad personam*

xrichet@gmail.com

## **CHINE : VERS LA FIN DU MODÈLE DE CROISSANCE TIRÉ PAR LES EXPORTATIONS**

### **RÉSUMÉ**

Les succès économiques de la Chine résident dans le modèle de croissance qui s'est développé avec l'introduction des réformes initiées par Deng Xiaoping à la fin des années soixante-dix du siècle dernier qui en a fait, en à peine quatre décennies, la seconde économie mondiale derrière les Etats-Unis, et en passe de les dépasser dans les années qui viennent. De nombreux facteurs sont à l'origine de ce succès en particulier le modèle de croissance tiré par les exportations, d'un côté, l'ouverture de l'économie chinoise, notamment aux capitaux étrangers, de l'autre. On rappelle les composantes de ce modèle, on présente ses performances. Il est aujourd'hui en passe d'être remplacé par un autre modèle, basé sur la demande intérieure.

### **ABSTRACT**

China's economic success resides in the growth model that has developed with the introduction of reforms initiated by Deng Xiaoping in the late seventies of the last century. In just four decades China has become the second world economy behind the United States, and is going to exceed them in the years to come. There are many factors behind this success, particularly the growth

model driven by exports, on the one hand, the opening up of the Chinese economy, especially foreign capital on the other. We recall the components of this model, we present its performance. It is now being replaced by another model, based on domestic demand.

**Mots-clés :** Chine, croissance, exportations, IDE, réformes, inégalités.

**JEL Classification :** E,F,O

## INTRODUCTION

Dans le cadre du débat portant sur la croissance, on se propose ici de rappeler les caractéristiques du modèle de croissance adopté par la Chine à la fin des années 70 du siècle dernier, d'en apprécier les performances mais aussi de montrer les choix auxquels se trouvent contraints aujourd'hui les dirigeants chinois pour en initier un nouveau suite à l'épuisement du modèle qui a fait jusqu'ici son succès.

De nouvelles contraintes sont récemment apparues avec la baisse de la croissance, la trappe des économies à revenu moyen, l'endettement des firmes, les inégalités croissantes après les nombreux succès rencontrés : éradication de la grande pauvreté, développement urbain et émergence d'une classe moyenne, rattrapage technologique, internationalisation des firmes chinoises.

Depuis la fin de la Grande Crise Financière, les responsables chinois, suite à plusieurs réformes, orientent la croissance de leur économie vers un modèle de croissance tirée par la demande domestique au prix d'importantes réformes qui peinent encore à voir le jour.

La « guerre commerciale » initiée par les Etats-Unis à l'encontre principalement de la Chine et les politiques protectionnistes qui en découlent (taxation des exportations) changent la donne et accroissent les incertitudes tant sur les plans domestique et international.

## 1. Une économie socialiste aux caractéristiques chinoises

La grande croissance chinoise qui se poursuit de manière continue et régulière depuis près de quatre décennies ne cesse d'interpeler les spécialistes, économistes, politistes, historiens. La Chine, une économie (toujours) en développement, est passée par des expériences contrariées et contrastées de socialisme, faites de dérives volontaristes, de fuites en avant (Bianco 2014) pour forger, finalement, un modèle de « socialisme de marché aux caractéristiques chinoises ».

Réformes économiques pro-marché avec le maintien d'un important secteur d'Etat d'un côté, absence de réformes politiques « pro-occidentales » (état de droit, démocratie) de l'autre, caractérisent ce modèle atypique tant du côté des expériences de transition postsocialistes Est-européennes et russe, que de celles de développements asiatiques (Japon, les Dragons).

Les expériences de transition postsocialiste ont conduit les économistes à présenter une typologie des mutations des économies de « type soviétique » (dictature *via* le monopole d'un Parti-État, étatisation de la quasi-totalité des activités économiques, planification des activités par un organisme étatique central) allant de la thérapie de choc au gradualiste total (Gomulka, 1994). Dans le premier cas, les changements institutionnels (instauration de la démocratie), l'abandon de la propriété socialiste et de la planification, doivent pousser rapidement à l'adoption des mécanismes de marché et conduire à l'ajustement rapide de l'économie (offre de produits, restructuration et privatisations des entreprises, entrée du capital étranger, développement de l'entrepreneuriat), faciliter la réintégration au sein de l'économie mondiale suite à la libéralisation totale des échanges et l'introduction de la convertibilité monétaire.

L'introduction du multipartisme et l'instauration d'institutions démocratiques vont donc de pair avec ce mouvement. Les transitions postsocialistes n'ont pas toutes suivi ce chemin vertueux recommandé par les adeptes du « consensus de Washington ». Il a fallu souvent beaucoup de temps, de moyens en Europe de l'Est pour développer un modèle économique de type démocratique (aujourd'hui plus ou moins contesté par les partisans hongrois et polonais de l'« illibéralisme »

(Milanovic, 2017)). La Russie, elle, a subi une véritable thérapie de choc mais elle reste, sur le plan politique, une « démocratie contrôlée » aux mains d'une active kleptocratie qui redistribue (prébendisme) des actifs productifs anciennement propriété de l'Etat.

Ces économies ont été confrontées à un double choc pour certaines, triple pour celles qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 et 2007 : un choc systémique avec l'abandon du socialisme, un choc économique avec l'ajustement (plus ou moins rapide) au nouvel environnement économique de marché, enfin, pour les pays de la dernière catégorie, les plus nombreux, un choc institutionnel, à savoir les conditions drastiques posées pour devenir membre de l'Union européenne (capacité à supporter la concurrence, adoption de l'acquis communautaire).

A l'opposé de ces diverses expériences, en Chine on serait en présence le gradualisme total, à savoir un processus lent, continu, progressif par lequel l'économie s'ajuste en limitant les divers chocs qui ont frappé les autres économies (Pettits, 2014).

La Chine est passée d'une économie totalement exsangue (effets du Grand Bond en avant, de la Révolution culturelle) et bureaucratisée (séquelle du modèle soviétique) à une quasi-économie de marché avec l'ouverture, le développement des forces du marché, une régulation indirecte par les instruments de la politique monétaire et budgétaire (Popov, 2011). Le nœud de la question, bien sûr, en comparaison avec les autres expériences de transition postsocialiste, c'est la dimension politique : les Chinois ont réussi là où les réformateurs soviétiques ont échoué : maintenir l'essence du pouvoir socialiste, y compris face à de fortes contestations (Tien An Men). Une première constatation : on peut aller vers une économie de marché de manière plus ou moins heurtée, d'une part, on peut initier une dynamique de marché sans toucher à l'essence du système politique d'inspiration marxiste-léniniste de l'autre (Ringen, 2016).

Ceci soulève une importante question : le capitalisme pour émerger et se

développer, comme on l'explique à la lumière des expériences européennes du 19<sup>ème</sup> siècle doit-il être précédé d'une révolution bourgeoise démocratique garantissant et assurant les conditions de son épanouissement ? Ou bien, doit-on se référer à d'autres expériences où le capitalisme a été institué dans des sociétés non démocratiques, autoritaires, « éclairées » ou non ? L'Asie nous offre des exemples lointains (la révolution Meiji au Japon (Souyri 2016)), plus proches (la Corée du Sud, Taïwan, Singapour) où le capitalisme « développementaliste » a émergé sous les hospices de systèmes politiques autoritaires mais non totalitaires (Amsden, 2007).

La seconde caractéristique est que l'expérience chinoise s'est écartée des expériences de modernisation des économies asiatiques, telles que le Japon et la Corée du sud, tout du moins dans une première phase pour ce qui concerne les politiques d'innovation qui a, en grande partie, reposé, dans les deux pays, sur une approche en termes de rétro ingénierie (l'appropriation du savoir par reconceptualisation et l'enrichissement de technologies existantes) (Freeman, 1987), Boyer (2015). Les conditions initiales étaient différentes (population, niveau de pauvreté, stagnation économique, effets durables des bouleversements politiques résultant de la politique maoïste), les ressources limitées en capital, en technologie. Les avantages comparatifs résidaient principalement dans l'abondance du capital humain peu coûteux. L'ouverture prônée par Deng Xiaoping au début des années 80 du siècle dernier s'est appliquée à deux domaines : ouverture interne, tout d'abord, en démantelant l'organisation socialiste dans les campagnes, en libéralisant les échanges internes dans un nombre croissant de secteurs, en abaissant fortement les barrières à l'entrée dans de nombreux secteurs tout en maintenant le soutien aux grandes firmes d'État, piliers du système (base politique et sociale) qui ont bénéficié de financements adéquats et à faibles taux dans les secteurs traditionnels (métallurgie, industries lourdes, infrastructures) (Huchet, 2015) et stratégiques (Haley, 2013). Très rapidement, le secteur non-étatique a tiré la croissance et a contribué de manière décisive à la création de la richesse (plus de 50 % du PIB est aujourd'hui créé par le secteur non-étatique). On compte dans ce secteur, les entreprises étrangères, les firmes privées cotées ou non en

---

bourse, des PME, des entreprises. Ce secteur, qui s'est fortement développé reste quand même contraint par l'Etat qui peut limiter des capacités d'extension, réglementer ses activités, voire y mettre fin comme l'atteste l'arrestation et la mise en prison récente de grands *tycoons* qui ont fauté, le démantèlement et la récupération de leurs firmes par le pouvoir.

L'ouverture vers l'extérieur a eu deux conséquences : l'accueil des investissements directs étrangers dans les secteurs jugés prioritaires via la création d'entreprises conjointes à capitaux mixtes en vue de favoriser le rattrapage technologique (électronique, secteur automobile) avec un fort impact en termes de diffusion et d'essaimage dans le tissu industriel sans parfois beaucoup d'égards pour ce qui concerne le respect de la propriété intellectuelle (ouverture du marché domestique contre accès à la technologie). Cette ouverture, au départ, a été circonscrite dans les zones économiques spéciales, des entités établies le long des côtes de la mer de Chine pour expérimenter, à petite échelle et en vase clos, l'économie de marché dans des espaces où le contrôle de l'État était fortement relâché en termes de liberté d'entreprendre, de fiscalité, d'accès au marché extérieur, d'emploi de la main d'œuvre. Le succès de ces expériences a encouragé les responsables politiques à étendre ces nouvelles activités et régulations à des secteurs de plus en plus importants et ensuite à les généraliser sur l'ensemble du territoire. La stratégie de croissance tirée par les exportations a privilégié, au départ, les produits à faible valeur ajoutée, utilisant de la main d'œuvre peu qualifiée et fortement exploitée, remplacés progressivement par des produits plus sophistiqués. La sous-évaluation de la monnaie nationale (le Renminbi) a contribué à maintenir un taux de change compétitif et à stimuler la croissance des exportations (Brunet et Guichard, 2011), elle a favorisé l'accumulation d'importantes réserves financières et la constitution de fonds souverains, des instruments aujourd'hui au service de la stratégie d'acquisition d'actifs étrangers, du financement de l'ambitieux et incertain programme des *Routes de la Soie* (Zhang, Alon, Lattemann 2018).

Au niveau domestique, ces réserves ont permis le financement des politiques de surinvestissement dans les infrastructures, le transport (voies ferrées), la construction et de lancer périodiquement des politiques de relance de type keynésiennes, notamment face au choc de la Grande Crise Financière (Cabestan, Di Meglio, Richet, 2012) et aujourd'hui face au ralentissement de la croissance et aux effets négatifs attendus des mesures protectionnistes appliquées par l'administration Trump à l'égard de la Chine

Ces politiques ont induit de nombreux effets positifs mais au prix d'importantes inégalités. Le taux de croissance élevé et soutenu, d'environ 10% par an au cours des quarante dernières années, a conduit à un enrichissement manifeste du pays et de la population en général avec un fort abaissement du seuil de pauvreté, notamment dans les campagnes. Il s'est réparti inégalement entre villes côtières et de l'intérieur, entre urbains et paysans. Une classe moyenne urbaine apparaît avec ses exigences de consommation, d'accès à de nouveaux types de biens, ce qui alimente l'activité de nombreux nouveaux domaines. De nouveaux problèmes apparaissent touchant à la politique sociale (système de protection, retraite), à la sédentarisation de la main-d'œuvre mobile (les *hukou*). L'activité économique produit des bulles (immobilières) à répétition et la régulation macroéconomique doit arbitrer régulièrement entre stimulation de l'activité, contrôle de l'inflation et freinage des déséquilibres sectoriels. L'informel se déploie toujours et contribue à contourner les régulations gouvernementales (*shadow banking*), la corruption est endémique en dépit des campagnes lancées par le pouvoir.

La direction politique, sous la présidence de Xi Jinping entend la réduire, sinon y mettre fin ; elle a été jusqu'ici avec le relâchement de la contrainte budgétaire un des principaux lubrifiants qui assure une croissance en douceur en amortissant des ajustements brutaux et en repoussant les chocs sociaux. Mais son ampleur est (était ?) annonciatrice d'un processus de préemption d'actifs par des groupes, des fractions politiques pouvant à terme, comme cela s'est passé en Russie s'accaparer des pans entiers de la propriété publique.

La campagne anti-corruption vise en fait plusieurs objectifs : renforcer la gouvernance publique, en invoquant le retour aux vertus de la discipline du Parti, en mettant fin au jeu organisationnel qui facilitait l'accaparement des actifs, le transfert d'actifs à l'étranger, d'un côté, de renforcer le pouvoir d'une fraction politique et de son chef sur les autres fractions au sein de l'appareil dirigeant, de l'autre (présidence à vie).

Il reste que le problème de la corruption demeure entier, en dépit de l'intensité de la chasse aux fraudeurs. La corruption réside dans la confrontation quotidienne du pouvoir symbolique et du pouvoir économique : pouvoir symbolique du dirigeant politique qui agit et décide au nom des valeurs du socialisme sans s'enrichir, pouvoir économique de ceux qui valorisent le capital et s'enrichissent une fois obtenue l'autorisation de construire, de développer une activité. La création de richesse en Chine repose notamment sur l'alliance de trois acteurs : l'entrepreneur-innovateur qui a une idée, un projet, l'homme du Parti qui soutient le projet et joue le rôle du collatéral, enfin le banquier, qui a la caution du collatéral, avance le capital souvent à des conditions avantageuses (cf. le rôle des « banques politiques » contrôlées par le centre).

Au niveau international la politique d'ouverture et de spécialisation a fortement modifié le flux et la structure des échanges. En à peine trois décennies, la Chine est devenue la seconde économie mondiale ; elle est sur le point de dépasser les Etats-Unis dans les années qui viennent mais le PIB par tête (autour de 8000 US\$ contre plus de 55 000 US\$) en fait une économie moyennement développée.

Elle est devenue le premier producteur d'automobiles ; est en passe d'acquérir des positions dominantes dans le secteur de l'électronique, des télécommunications en termes de parts de marché. Aujourd'hui, les firmes chinoises partent à l'assaut du marché mondial à la fois pour acquérir des ressources (matières, technologies) conquérir de nouveaux marchés (Richet 2014) D'atelier du monde (production à faible valeur ajoutée) la Chine entend



devenir aussi le bureau et le financier du monde. La Chine est aujourd'hui présente sur de nombreux marchés et se trouve en position de contrôler et d'acquérir des firmes stratégiques (Syngeta en Suisse), des « champions cachés » (la firme Kuka Robotics en Allemagne) dans les grandes économies de marché, des matières premières dans les économies du sud, notamment en Afrique. Elle a su, au cours de ces dernières décennies, s'intégrer dans les chaînes internationales de valeur (Boyer 2015). Ses réserves de change, aujourd'hui estimées à 3118 milliards de \$ et l'importance de son commerce extérieur lui permettent de prendre une place croissante sur les marchés des capitaux internationaux.

## **2. Vers un nouveau modèle de croissance**

Ce modèle de croissance peut-il continuer à ce rythme ? La Chine peut-elle maintenir une stratégie de croissance tirée par les exportations alors que les hausses de salaires accroissent le coût des exportations, que la demande mondiale stagne ?

**Tableau 1 : Les trajectoires du modèle de croissance néo-mercantiliste, 1980-2018**

Modèle d'accumulation de base 1980-2001	Modèle d'accumulation contrarié 2002-2008	Vers un modèle d'accumulation plus exposé ? 2008-
Bas salaires, main d'œuvre abondante,	Salaires et dépenses sociales en hausse.	Salaires en hausse, tension sur marché de la main des salaires, robotisation d'œuvre, hausse Plus grande protection sociale. Hausse des salaires > hausse de la productivité
Production de masse de biens à faible valeur ajoutée	Production de biens à plus haute valeur ajoutée, assemblage d'intrants importés. Rôle des IDE entrants dans la montée en gamme. Transfert (souvent forcé) de technologie Délocalisation des productions à faible V.A. et intensives en travail peu qualifié (Cambodge, Vietnam)	Production de biens à plus haute valeur ajoutée intégrant d'avantages intrants domestiques, intégration dans chaînes de valeur internationales, internationalisation des firmes chinoises via l'acquisition d'actifs dans les économies avancées (recherche de marché, de technologies). Sécurisation des approvisionnements en matières premières (Asie)
Contrainte budgétaire douce (financement politique),	Contrainte budgétaire douce (financement politique) mais appréciation du RMB ; politique fiscale et monétaire expansionnistes après 2008	Contrainte budgétaire douce (financement politique), distorsions dans l'accès aux financements entre firmes d'état et non-étatiques
Balance des paiements excédentaire	Balance des paiements excédentaire	Balance des paiements excédentaire
Barrières à l'entrée nombreuses (avant l'adhésion à l'OMC)	Réduction des barrières à l'entrée, maintien des barrières dans secteurs stratégiques (finance) Adhésion à l'OMC, Afflux d'IDE entrants	Politique de l'offre : modernisation des firmes, changement de la régulation, mais soutien au Firmes d'état Politique de la demande : plus forte concurrence sur les marchés matures, recentrage sur marché domestique
Recyclage des réserves de change dans l'acquisition d'actifs monétaires et financiers (bonds du Trésor US)	Recyclage des réserves de change dans l'acquisition d'actifs monétaires et financiers (bonds du Trésor US), dans les dépenses sociales, dans le financement des IDE sortants	Recyclage des réserves de change dans l'acquisition d'actifs productifs dans le domaine des hautes technologies, politique soutenue de rattrapage dans le domaine des hautes technologies (Made in China 2025), financement des projets de l'initiative routes de la soie.

Le rattrapage Les nouveaux défis de la croissance chinoise technologique en cours (hausse des dépenses en Recherche-Développement) permet-ils de réduire l'écart qui subsiste et dans quelques cas continue à s'accroître avec les économies les plus développées ? (Nolan, 2014). Les dirigeants chinois ne peuvent-ils soutenir l'activité économique qu'en injectant massivement de l'argent dans le financement d'infrastructure pour soutenir la croissance ? Les réformes pro-marché nécessaires et annoncées régulièrement par les leaders seront-elles réellement introduites (libéralisation des taux d'intérêt, libéralisation du compte de capital, réforme du foncier urbain et à la campagne, le mécanisme d'allocation du capital, élimination des subventions, privatisations) ou seulement à une dose homéopathique ?

Aujourd'hui, la Chine fait face à plusieurs problèmes. On peut mentionner, au niveau domestique, la hausse des coûts salariaux qui conduisent les entreprises de plusieurs secteurs fortement utilisateurs de main d'œuvre peu qualifiée à délocaliser leur production dans pays limitrophes aux coûts salariaux plus bas (Vietnam, Corée du Nord, Cambodge, elle doit éviter la trappe des pays à revenus moyens (Wing Thye Woo 2012). Enfin, elle doit régler les nombreux déséquilibres touchant à l'épargne, à la protection sociale, aux inégalités.

Depuis la fin de la crise financière de 2008, la Chine a infléchi le modèle de croissance qui avait fait son succès jusque-là. Comme les autres économies, elle a été affectée par cette crise (baisse de la croissance) et a introduit toute une série de mesures, notamment en lançant des politiques expansives qui se sont traduites par une augmentation de la dépense publiques, par l'accroissement et la distribution des crédits, en particulier vers les secteurs des infrastructures, de la construction. Les provinces, à leur niveau, ont dupliqué les investissements contribuant à la création de surcapacités dans de nombreux secteurs, notamment celui de l'acier, des centrales à charbon, de l'aluminium. Parallèlement, la composition des exportations chinoise intègre à présent plus d'intrants domestiques signifiant que la Chine devient moins dépendante des importations provenant de Corée du Sud, du Japon, de Taïwan tout en restant un assembleur final dans de nombreux domaines (l'iPhone, par exemple). Mais l'endettement de l'Etat qui en résulte avec la baisse des taux d'intérêt, pousse

les épargnants chinois à se protéger en investissant dans l'immobilier, ce qui pousse à la flambée des prix dans ce secteur que le pouvoir a du mal à enrayer.

L'infléchissement de ce modèle s'est opéré aussi avec le développement du secteur des services en forte croissance et en passe de dépasser l'industrie.

Du côté de l'offre, de nombreuses réformes doivent être introduites pour passer d'un modèle tiré par les exportations vers un modèle tiré par la demande interne et qui nécessitent de réduire de nombreux déséquilibres : l'inégalité des revenus, le niveau trop élevé d'épargne (proche de 50% du PIB), la mise ne place d'un système de protection sociale (sécurité sociale, retraite), d'une fiscalité plus efficace qui contribue.

Parallèlement, la réforme bancaire constitue un autre domaine du côté de l'offre en vue d'orienter les investissements de manière plus efficace mais ceci impliquerait de normaliser les critères d'affectation du crédit, de supprimer la banque informelle (*shadow banking*) dont l'importance est un bon indicateur de mauvais fonctionnement de l'affectation des ressources. Toujours du côté de l'offre, la politique de recherche-développement devrait être stimulée. En %, les dépenses de R-D rattrapent celles qui sont réalisées aux E-U dans l'EU-15 mais, en valeur absolue, le secteur n'emploie qu'un cinquième de l'emploi en R-D de ces pays. Elle devrait aller de pair, avec une reconsidération de l'attitude la Chine vis-à-vis des investisseurs étrangers concernant la propriété intellectuelle aujourd'hui au centre du conflit initié par les E-U à l'encontre de la Chine autour des projets *Made in China 2025* qui visent à combler les écarts technologiques qu'elle accuse vis-à-vis des économies de marché développées.

## CONCLUSION

Le changement de modèle de croissance ne se décrète pas. La Chine a rencontré de nombreux succès et atteint de nombreux objectifs au cours de ces dernières décennies avec ce modèle de croissance qui contribue encore à expliquer la forte croissance de l'économie du pays. Le choix d'un modèle orienté vers la demande intérieure pose des problèmes d'arbitrage, de stratégie. La recherche d'un positionnement international sur de nombreux marchés à travers le projet BRI (Routes de la Soie) qui, d'une certaine façon perpétue l'ancien modèle est-elle compatible avec un modèle qui devrait mobiliser d'importantes ressources pour financer, non plus les infrastructures, mais une économie de services au service d'une classe moyenne en pleine croissance ?

## BIBLIOGRAPHIE

- Amsden Alice (2007): *Escape from Empire. The Developing world's journey through heaven and hell*, Cambridge, Mass, MIT Press
- Bianco Lucien (2014) : *La récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Gallimard, 2014
- Bironneau, Romain (Ed). (2012) : *China Innovation Inc. Des politiques industrielles aux entreprises innovantes*. Paris: Presses de Science Po, 372 pp.
- Brunet Antoine et Jean-Paul Guichard (2011) : *La visée hégémonique de la Chine - L'impérialisme économique*, Paris, L'Harmattan
- Cabestan Jean-Pierre, Jean-François Di Meglio, Xavier Richet (eds.) (2012) : *China and the Global Financial Crisis. A Comparison with Europe*, London, Routledge
- Deutsche Bundesbank (2018): The realignment of the Chinese economy and its global implications, DB Monthly Report . En ligne : <https://www.bundesbank.de/resource/21018-07-china-data.pdf>
- Freeman Christopher (1987): *Technology Policy and Economic Performance: Lessons from Japan*, Pinter Pub Ltd; Boyer Robert, Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai (dir.) (2015): *Capitalismes asiatiques. Diversité et trans-*

---

*formations*, Rennes, PUR

Gomulka, Stanislaw (1994): « Economic and Political Constraints during Transition »  
*Europe-Asia Studies*, n°46

Haley U et G. Haley (2013): *Subsidies to Chinese Industries. State Capitalism, Business Strategy, and Trade Policy*, OUP, New York

Huchet Jean-François (2015) : « Du dirigisme au réalisme : la politique industrielle chinoise à l'heure de la globalisation » in Jean-François Huchet, Xavier Richet, Joël Ruet (eds.) (2015) : *Chine, Inde : L'industrie au cœur de l'émergence*, Presses universitaires de Rennes

Milanovic Branko (2017): “Democracy of convenience, not of choice: why is Eastern Europe different?”, *Globalinequality*, en ligne : <http://www.glineq.blogspot.com/2017/12>

Pettis Michael (2014): « The Four stages of Chinese Growth », *China Financial Markets*. <http://www.carnegieendowment.org/2014/06/18>

Popov Vladimir (2011): « Is Chinese Variety of Capitalism Really Unique? », *CEFIR, New Economic School*, Working Paper n°156

Richet Xavier (2014) : *The Internationalisation of Chinese Firms : Growth, Motivation and Strategies* in Xavier Richet, Violaine Delteil & Patrick Dieuaide (eds.) (2014) : *Foreign Direct Investment and Social Regulation*, Springer

Ringin Stein (2016): *The Perfect Dictatorship. China in the 21<sup>st</sup> Century*, Hong Kong, HKU Press

Souyri Pierre-François (2016) : *Moderne sans être occidentale : aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris, coll. « Bibliothèque des histoires », Gallimard,

Zhang, Wenxian Ilan Alon, Christoph Lattemann (eds.) (2018): *China's Belt and Road Initiative. Changing the Rules of Globalization*, New York , Palgrave